

Le poids des activités non agricoles dans le PIB se renforce

■ L'année de base des comptes nationaux passe de 1998 à 2007.

■ Cette modification a induit une réévaluation à la hausse des principaux agrégats économiques.

■ La part du secteur primaire dans le PIB baisse de 1,3 point, à 10,9%.



Revers de la médaille si l'on veut, la valeur des importations a augmenté de 8 milliards (+3%) et celle des exportations de 3,6 milliards de DH (+1,6%). Résultat, à ce niveau : une détérioration du solde extérieur des échanges de biens et services de 4,3 milliards de DH.

Reconfiguration de la structure du PIB

Bien entendu, ces nouvelles données concernant l'année de base 2007 ont entraîné la modification, à la hausse, de pratiquement l'ensemble des indicateurs pour les années ultérieures. Ainsi, la croissance économique, en termes réels cette fois, a été revue à la hausse pour toutes les années allant de 2007 à 2013, sauf pour 2009 où elle a été modifiée légèrement à la baisse, indique le HCP. Selon ce dernier, le taux de croissance annuel moyen sur cette période est passé de 4,3% sous le régime de l'année de base 1998 à 4,5% en base 2007, soit un gain de 0,2 point. La consommation finale des ménages a été réévaluée de 0,3% par an en moyenne, celle des administrations publiques de 0,1%, la FBCF de 1%, les importations de 1,8% et les exportations de 0,1%.

Autres changements induits par la nouvelle année de base, le poids des secteurs d'activité dans le PIB s'en trouve modifié. Ainsi, pour l'année 2007, la part du secteur primaire dans le PIB a perdu 1,3 point pour s'établir à 10,9%, et, a contrario, celle du secteur non agricole (secondaire et tertiaire) a gagné 1,8 point à 78,1%.

Cette configuration de la structure du PIB produira sans doute des impacts sur le niveau de croissance, en ce sens que la sensibilité de celle-ci à l'agriculture, donc aux aléas climatiques, devrait être à l'avenir moindre que

La croissance économique en 2014 n'est pas de 2,2%, comme elle avait été estimée par le HCP en mars dernier, mais de 2,4%. Et celles de 2013 et 2012 ne sont plus de 4,4% et 2,7%, mais respectivement de 4,7% et 3%. Ces réévaluations des taux de progression du PIB sont un des impacts du passage des comptes nationaux marocains de la base 1998 à une nouvelle base 2007. Pour le gouvernement, cette opération ne peut pas mieux tomber : la révision à la hausse des niveaux des principaux agrégats, en particulier du PIB, permettra sans doute de mettre en exergue l'amélioration des équilibres macroéconomiques en cours, en particulier le solde budgétaire.

Mais cette mise à niveau, pour ainsi dire, de la principale composante du système statistique marocain, réalisée par le HCP, ne poursuivait pas ce but ; elle répondait à la nécessité d'améliorer l'appréhension des activités économiques et leurs apports à la richesse produite. Le tout en conformité avec le système

de comptabilité nationale des Nations Unies, base 2008. Ce système, comme chacun sait ou devrait savoir, évolue au gré de l'amélioration des informations statistiques et permet ainsi de mieux cerner les réalités économiques. Le HCP avait ainsi procédé, il y a quelques années, au changement de l'année de base 1980 des comptes nationaux, pour établir une nouvelle année de base, celle de 1998 conforme au système de comptabilité des Nations Unies de 1993. Aujourd'hui, il améliore donc le système des comptes nationaux avec la nouvelle année de base, celle de 2007.

Qu'est-ce que cela a induit comme changements sur les différents agrégats économiques ? Selon le HCP, grâce aux nouvelles sources d'informations disponibles et aux nouvelles méthodes d'estimation utilisées, le PIB en valeur en 2007, année de base donc, s'est apprécié de 31,3 milliards (+5,1%) à

LES COMPTES NATIONAUX, SOUS LA NOUVELLE ANNÉE DE BASE, CONSTITUENT RÉELLEMENT UNE AVANCÉE DANS LA MODERNISATION DE L'APPAREIL STATISTIQUE NATIONAL. LES DÉCIDEURS DISPOSENT AINSI D'UN OUTIL PRÉCIEUX POUR MIEUX ORIENTER LES POLITIQUES PUBLIQUES

647,5 milliards de DH, au lieu de 616,2 milliards sous l'année de base 1998. Sur la période 2007-2012, le PIB en valeur (c'est-à-dire en nominal) a augmenté de 3,1% en moyenne annuelle. Et dans la mesure où la population croît à un rythme plus faible que celui de l'économie, le PIB par habitant est ainsi passé de 20 996 DH par an en 2007 à 26 071 DH par tête en 2012, soit un gain annuel moyen de 700 DH par rapport à la base 1998.

Les dépenses de consommations des ménages, pour leur part, ont été réévaluées de 15,2 milliards (+4,2%), celles des administrations publiques de 1,2 milliard (+1%) et celles de la formation brute du capital fixe de 15,6 milliards de DH (+8,1%). Avec une réévaluation à la hausse de la variation des stocks de 3,6 milliards de DH, la demande intérieure globale a donc augmenté de 35,6 milliards de DH.

ce qu'elle est aujourd'hui. La montée des activités non agricoles semble ainsi traduire une évolution, encore lente, certes, des structures de l'économie, mais avec toujours une prédominance et même un renforcement du poids du secteur tertiaire. Il est vrai que la tertiarisation de l'économie est partout à l'œuvre, y compris dans de nombreux pays développés (Grande-Bretagne, France, etc.), à ceci près que ces pays-là ont déjà opéré leur révolution industrielle, celle-là même qui leur a permis d'être là où ils sont aujourd'hui. Au Maroc, le secteur secondaire (industries extractives et de transformation, eau et électricité et BTP) a vu sa valeur ajoutée s'apprécier de 7,2% à l'occasion de l'établissement de cette nouvelle année de base, mais on ne connaît pas encore le poids de chaque composante de ce secteur. Il faut se rappeler que dans les années 2005, 2006, 2007 et jusqu'en 2011, le BTP était

Contribution positive de la demande extérieure à la croissance en 2014

Comme indiqué plus haut, l'arrêté des comptes nationaux de 2014, selon la nouvelle année de base 2007, montre une progression du PIB réel de 2,4% au lieu de 4,7% en 2013. Cette augmentation, selon le HCP, est le résultat d'une hausse de la valeur ajoutée des activités non agricoles de 2% contre 1,9% un an auparavant, une baisse de la valeur ajoutée du secteur agricole (non compris la pêche) de 2,5% au lieu d'une hausse de 17,9% en 2013 et un accroissement des impôts nets des subventions sur les produits de 13,4% au lieu de 14,7% l'exercice précédent. Il y a donc un ralentissement global net. Cette offre a été captée par une demande intérieure atone et une demande extérieure plutôt dynamique. C'est la première fois depuis 2010, précise le HCP,

que la demande extérieure a contribué positivement à la croissance économique : +1,2 point au lieu de -0,1 point en 2013. Et ceci grâce à une augmentation des exportations de 6,3% en termes réels au lieu de 0,9% l'année précédente, alors que les importations n'ont crû que de 1,8%, contre 0,9% un an auparavant. Malgré un léger recul de l'épargne nationale à 26,4% du PIB, sous l'effet de la hausse de la consommation des ménages de 3,2%, le besoin de financement de l'économie s'est malgré tout allégé à 5,8% du PIB au lieu de 7,7% en 2013. Cette évolution s'explique, d'une part, par l'augmentation du PIB en valeur de 2,6% en 2014, et, d'autre part, par un repli du taux d'investissement à 32,2% du PIB au lieu de 34,7% l'exercice précédent ■

en pleine expansion, améliorant année après année sa part dans le PIB du secteur secondaire. Pendant ce temps, la part de l'industrie, elle, recule : elle est en

moyenne de 13,9% sur la période 2005-2012 contre 15,1% entre 2000 et 2004. La stratégie industrielle mise en place par le gouvernement pour la période 2014-2020

vise précisément à hausser la part de l'industrie dans le PIB en la portant à plus de 20% à l'horizon 2020.

Dernier élément à signaler dans ce travail du HCP,

l'épargne nationale (son taux plus précisément) n'a pas connu de changement, consécutivement à la modification de l'année de base. Par conséquent, il fallait trouver des financements extérieurs pour répondre aux besoins de l'économie ; comme en 2012 où ce besoin se montait à plus de 80,6 milliards de DH. Ceci n'est pas nouveau, on le savait déjà. La petite différence, qui n'est quand même pas rien à cette échelle, est qu'avec la réévaluation du dénominateur, c'est-à-dire le PIB en valeur, ce besoin de financement pour 2012 par exemple représente désormais 9,5% au lieu de 9,9% sous l'ancienne base de 1998.

Bref, les comptes nationaux, sous la nouvelle année de base, constituent réellement une avancée dans la modernisation de l'appareil statistique national. Les décideurs disposent ainsi d'un outil précieux pour mieux orienter les politiques publiques ■